



Projet PNUD / 00110561

Plan de Travail Annuel 2019

Projet 000110561 – Projet « Renforcement de la gouvernance démocratique et consolidation de la paix en Union des Comores (RGDCP) »

Les Comores émergent progressivement d'une série de crises sociopolitiques, dont la plus spectaculaire, est la crise séparatiste (1997 – 2008), qui a failli ébranler l'existence de la nation à la fin des années 1990. Cette situation a débouché sur un processus de réconciliation nationale dans le cadre d'une nouvelle configuration institutionnelle qui a eu comme conséquence une stabilité sociale et politique marquées par trois (3) alternances politiques apaisées (2006, 2010 et 2016). Cependant, malgré ces acquis, combinés par une évolution positive du climat social, les Comores apparaissent plus que jamais politiquement, socialement et économiquement fragmentées, confrontées à d'importants défis en matière de dialogue constructif inclusif, de gestion préventive des conflits, de cohésion nationale et de consolidation de la paix.

Eu égard à ce qui précède, le PNUD fait du renforcement des capacités de gouvernance démocratique, de prévention et de gestion de crises, de résilience des institutions et de la population, un des axes majeurs de concentration dans le cadre du CPD 2015-2021.

Dans cette perspective, le présent programme est articulé autour de deux composantes essentielles que sont : 1) gouvernance démocratique et protection des droits et libertés des citoyens ; 2) gestion préventive des conflits et consolidation de la paix. Pour la première composante, les interventions du présent programme devront concourir spécifiquement à la réalisation des résultats ci-dessous décrits et portant sur : i) L'observatoire de la gouvernance et les structures de collectes et traitement des données ont les capacités technologiques, techniques et opérationnelles adéquates pour définir et mettre en place un système de suivi évaluation, de reporting et de communication sur l'état de la gouvernance démocratique et l'Etat de droit en Union des Comores ; ii) Le système national d'intégrité et de lutte contre la corruption sur lequel repose l'ensemble des mécanismes institutionnels anticorruption, dispose des capacités techniques et opérationnelles nécessaires pour la diffusion de la culture de l'intégrité, de la transparence, de la reddition des comptes et de sanction dans la société comorienne; iii) La faculté des droits de l'université des Comores et l'association des étudiants en droit disposent des capacités techniques, technologiques et opérationnelles requises, pour assurer un fonctionnement optimal d'un système de veille et de vulgarisation de l'information juridique, légale, réglementaire et jurisprudentielle du pays; iv) L'Assemblée de l'Union des Comores dispose des capacités technologique, technique et opérationnelle essentielles pour améliorer durablement l'efficacité et la qualité du travail parlementaire et les interactions des élus avec les citoyens.

La composante gestion préventive des conflits et consolidation de la paix, a pour objectif de promouvoir la paix, la stabilité, la cohésion nationale et la crédibilité des institutions en Union des Comores. Ceci, dans une perspective visant à mieux gérer et prévenir les conflits sociopolitiques, à doter le pays d'institutions et de mécanismes partagés de dialogue constructif et de renforcement de la cohésion nationale. A cet effet, le présent programme mettra en place des processus participatifs et inclusifs ainsi que des systèmes et mécanismes conduisant à l'émergence d'une capacité nationale de pilotage et de gestion de plateformes de résolution de conflits et de dialogue constructif pour la promotion de la cohésion sociale à travers la mise en œuvre des résultats ci-après : v) Les institutions et les OSC, en charge de la gestion préventive des crises socio-politiques disposent des capacités technique et opérationnelle nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des mécanismes et outils partagés de gestion préventive des crises socio-politiques ; vi) Les institutions et les OSC cibles impliquées dans des initiatives de promotion de la cohésion sociale, disposent des capacités techniques et opérationnelles essentielles pour promouvoir l'identité collective et l'appartenance nationale ; vii) L'UCCIA dispose des capacités technologiques et techniques requises, pour animer un cadre citoyen de dialogue et de concertation, entendu comme mécanisme normalisateur des rapports sociaux fondateurs de la cohésion nationale, en s'appuyant entre autres sur une plateforme numérique multi support et viii) Les tensions et conflits potentiels liés aux élections sont résolus à travers le dialogue et les mécanismes de prévention de conflits impliquant la Société civile.

Enfin, il convient de relever que pour des raisons financières, seul le résultat relatif à la mise en place du dispositif technologique au bénéfice de l'UCCIA « *L'UCCIA dispose des capacités technologiques et techniques requises, pour animer un cadre citoyen de dialogue et de concertation, entendu comme mécanisme normalisateur des rapports sociaux fondateurs de la cohésion nationale, en s'appuyant entre autres sur une plateforme numérique multi support* » et quelques actions relative à la composante « gouvernance démocratique et protection des droits et libertés des citoyens » ont été planifiés pour cette année 2019

PAGE DE SIGNATURE

Résultat(s) de l'UNDAF 3 : d'ici à 2021, les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative, et économique, en adéquation avec les pratiques de droits de l'homme et de résilience »

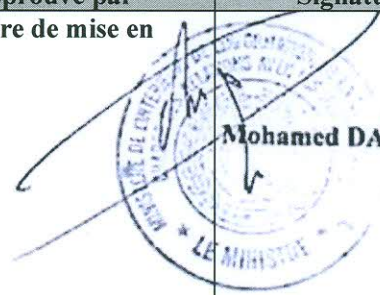
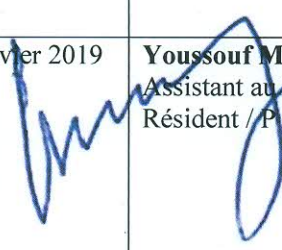

Résultats(s) correspondant au Plan stratégique : Répondre aux attentes des citoyens, (liberté d'expression, développement, primauté du droit et redevabilité, grâce à des systèmes plus solides de gouvernance démocratique)

Produits escomptés (s) CPD: Le pays dispose de mécanismes de gestion des cycles électoraux et de prévention et de gestion de conflits aux niveaux national, insulaire et local, prenant en compte l'équité du genre

Lien avec le Plan stratégique du PNUD : Solution type 37 & 38.

Partenaire de réalisation : Ministère de l'intérieur

<p>Période couverte par le Programme : 2015-2021 Composante du Programme : Gouvernance démocratique</p> <p>Titre de l'intervention : Appui à</p> <p>Code budgétaire : 00110561 Durée du projet: 1 an (12 mois)</p>	<p>Budget annuel estimatif : USD 320 000</p> <ul style="list-style-type: none">• Contribution PNUD (TRAC) : USD 15 000• Contribution Windows Fund : USD 305 000
---	--

Approuvé par	Signature	Date	Noms/Titre
Partenaire de mise en œuvre	 Mohamed DAOUDOU	01 janvier 2019	Mohamed DAOUDOU Ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation, de l'administration territoriale chargé des relations avec les institutions
Approuvé (au nom du PNUD)	 	01 janvier 2019	Youssouf Mbechezi Assistant au Représentant Résident / P

